

Mémoire pour le BAPE sur l'environnement
sur l'état des lieux et la gestion écologique des résidus ultimes
364
par Louise Denis

Les problèmes que constituent nos déchets vous sont connus en termes de tonnes livrées dans les sites d'enfouissement, centre de tri, ressourceries. Inutile donc de revenir sur ces données. (Au besoin, consulter PressMob du 10 mai 2021 vol. 2 no 8)

Vous trouvez sûrement comme plusieurs sinon la majorité des citoyens, inacceptables, les effets produits dans l'atmosphère par les émissions de **GES** venant de ces sites : effets néfastes sur notre santé, fertilité, productivité.

Vous connaissez aussi leur rôle sur les **changements climatiques** entraînant des conséquences dramatiques à travers le monde et chez nous, de périodes de sécheresses, d'inondations, d'ouragans de plus en plus nombreux et dévastateurs, d'incendies, de nuées de fumée, de pollution des sols et océans par le plastique infiltré... etc .

Vous savez aussi leur rôle dans l'extinction des espèces et par conséquent, sur la biodiversité nécessaire à la survie de notre planète.

C'est pourquoi,
il nous faut regarder **en amont de l'enfouissement** pour réduire les déchets ultimes le plus possible.

C'est pourquoi,
tous les niveaux de gouvernement, comme tous les individus, doivent forger leur pratique et les règlements sur **les 6 R** :

1. **Refuser** (le plus important)
2. **Réduire** 3. **Réutiliser** 4. **Réparer** 5. **Recycler** 6. **Revaloriser**

et **repenser** la cueillette des matières résiduelles et les centres de tri pour éviter la contamination d'une matière par d'autres afin de trouver des acheteurs intéressés, et **réfléchir** aux produits que nous consommons afin de choisir les matériaux dont la production émet moins de GES.

Considérant que la transition ne doit pas dépendre du principe de croissance,
nous devons comme société avec les différents palliers de gouvernement :

A) Viser la cible **Zéro déchets**.

B) Nous tourner vers l'**économie circulaire** en aidant au maillage des entreprises pour que les déchets de l'un deviennent la ressource de l'autre, principalement dans les parcs industriels.

C) Soutenir l'**économie collaborative** dont les activités reposent sur l'usage (plutôt que la

possession), le partage des biens, des savoirs, des services, des espaces, des outils.

D) Valoriser l'**écoconception** de matériaux faibles en empreinte carbone et faciliter la rénovation et la réparation des produits (même pour des maisons ou édifices)

(ex. : Loop industrie, Tera cycle, Plastique PET et tous les exemples prometteurs trouvés dans le livre «Demain Québec»

E) Mettre fin à l'**obsolescence** programmée.

F) Interdire les **plastiques** à usage unique

G) Refaire du **plastique** neuf à partir du vieux(des techniques existent il faudrait y mettre le prix pour généraliser les procédés). Recycler le polystyrène (ex. : Alma)

H) Instaurer des **consignes du** verre, du plastique à l'instar des cannettes. (ex. :Plan VERRE innovation)

I) Interdire l'élimination des **invendus** alimentaires, textiles... etc. obliger leur réutilisation et faciliter leur don.

K) Obliger le **compostage** à l'échelle nationale de toutes matières organiques, (dans les maisons d'enseignement, les CPE, les cafétériats et restaurants, les grandes entreprises ...etc).

En aval maintenant,
assurer la captation et l'utilisation de tous **biogaz** issus des lieux d'enfouissement et du compostage.

Pour terminer, il faut **redonner la responsabilité** de ce défi **de réduire leurs déchets** aux producteurs de déchets, particuliers ou entreprises.

Des lois doivent aller dans ce sens.

Avant de subventionner un projet, ajouter au contrat **des clauses** exigeant la réduction des déchets et la remise en état des lieux, veiller à l'exécution de ces clauses.

Toutes les entreprises extractivistes auraient et devraient se voir exiger des devoirs de nettoyage et de remise en état des lieux.

Sous prétexte de croissance économique, on a eu des comportements inacceptables.

Peut-être est-il encore temps de corriger le tir à tous les niveaux, individuels et collectifs?

L'on compte sur les élus pour emboîter le pas.

Merci de considérer ces propos d'une citoyenne inquiète pour la suite des choses.